

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2006 — 3349

[2006/202786]

30 JUIN 2006. — Décret relatif à l'organisation pédagogique du 1^{er} degré de l'enseignement secondaire

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

TITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Le présent décret s'applique à l'enseignement secondaire ordinaire ainsi qu'à l'enseignement secondaire spécialisé de forme 4, organisé ou subventionné par la Communauté française.

Art. 2. Pour l'application du présent décret,

1^o On entend par :

— « Décret Missions », le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre;

— « Activités complémentaires » : les activités complémentaires de soutien ou de renforcement visées à l'article 10 du présent décret.

2^o Les périodes de cours et d'activités complémentaires ont une durée de 50 minutes.

TITRE II. — *De l'organisation pédagogique du premier degré*CHAPITRE I^{er}. — *Structure*

Art. 3. Le premier degré de l'enseignement secondaire constitue la troisième étape du continuum pédagogique tel que défini à l'article 13 du décret Missions.

Il a pour objectif de conduire l'ensemble des élèves à la maîtrise des socles de compétences visés à l'article 16 du décret Missions.

Art. 4. Le premier degré de l'enseignement secondaire est constitué d'un seul cycle couvrant deux années d'études communes à l'ensemble des élèves visés à l'article 6, dénommées « première année commune » et « deuxième année commune ».

Art. 5. Les deux premières années de l'enseignement secondaire peuvent être organisées sous la forme d'un premier degré différencié à l'intention des élèves qui ne rentrent pas dans les conditions de l'article 6, § 1^{er}. L'organisation d'un 1^{er} degré différencié vise à permettre l'intégration des élèves concernés dans le premier degré défini à l'article 4 en vue de la maîtrise des socles de compétences visées à 14 ans tels que définis par le décret du 19 juillet 2001 portant confirmation des socles de compétences visées à l'article 16 du décret Missions.

Pour ce faire, on veillera à d'abord conduire les élèves concernés à la maîtrise des socles de compétences visées à 12 ans tels que définis par le décret du 19 juillet 2001 précité.

CHAPITRE II. — *Conditions d'admission*

Art. 6. § 1^{er}. La première année commune est accessible à tout élève titulaire du Certificat d'Etudes de Base.

§ 2. La première année commune est également accessible, moyennant l'accord des parents ou de la personne investie de l'autorité parentale, à tout élève qui remplit les trois conditions suivantes :

1^o être âgé de 12 ans au moins au 31 décembre qui suit le début de l'année scolaire en cours;

2^o avoir suivi une sixième année primaire;

3^o avoir obtenu l'avis favorable du Conseil d'admission défini à l'article 7, 2^o de l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire.

§ 3. L'inscription en première année commune selon les modalités définies au § 2 doit intervenir avant le 15 novembre de l'année scolaire en cours.

CHAPITRE III. — *Grilles*

Art. 7. § 1^{er}. Durant la première année commune et la deuxième année commune, l'horaire se compose :

— de la formation commune visée à l'article 8, à raison de 28 périodes hebdomadaires;

— d'activités complémentaires visées à l'article 10, à raison de 4 périodes hebdomadaires.

§ 2. Sans préjudice de l'équilibre global de la formation sur le cycle résultant du § 1^{er}, l'horaire peut être adapté afin de permettre la réalisation de projets interdisciplinaires ou la mise en place d'activités de remédiation.

Art. 8. Outre les deux périodes hebdomadaires de morale ou de religion visées à l'article 8 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, la formation commune porte sur :

1^o le français à raison de six périodes hebdomadaires en première année et de cinq périodes hebdomadaires en deuxième année;

2° la formation mathématique à raison de quatre périodes hebdomadaires en première année et de cinq périodes hebdomadaires en deuxième année;

3° l'apprentissage d'une langue moderne 1 à raison de quatre périodes hebdomadaires;

4° la formation historique et géographique comprenant la formation à la vie sociale et économique à raison de quatre périodes hebdomadaires;

5° l'initiation scientifique à raison de trois périodes hebdomadaires;

6° l'éducation physique à raison de trois périodes hebdomadaires;

7° l'éducation par la technologie à raison d'une période hebdomadaire;

8° l'éducation artistique à raison d'une période hebdomadaire.

Art. 9. L'élève poursuit au premier degré de l'enseignement secondaire l'apprentissage de la langue moderne entamé dans l'enseignement primaire, sans préjudice des dispositions prévues par la loi du 30 juillet 1963 concernant le régime linguistique dans l'enseignement.

Toutefois les parents ou la personne investie de l'autorité parentale peuvent, après avoir pris l'avis du chef d'établissement, lors de l'inscription en première année choisir un cours de langue moderne différent du cours suivi dans l'enseignement primaire.

Art. 10. § 1^{er}. Les activités complémentaires, en soutien aux activités définies à l'article 8, visent à assurer à tous les élèves la maîtrise des socles de compétences visés à l'article 13, § 1^{er} du « décret Missions ».

§ 2. Les activités complémentaires sont organisées selon les modalités suivantes :

1° Elles ne constituent en aucun cas un prérequis pour quelque option que ce soit au deuxième degré de l'enseignement secondaire.

2° Elles relèvent obligatoirement d'un des quatre domaines suivants :

a. Le français. Les activités complémentaires dans ce domaine peuvent être notamment organisées dans les sphères d'activités suivantes : initiation au latin en ce compris éventuellement initiation à la culture antique, théâtre et expression dramatique, activités d'expression poétique, ateliers d'écriture ou de lecture;

b. Une langue moderne, la même que celle choisie dans la formation commune. Les activités complémentaires dans ce domaine peuvent notamment être organisées dans les sphères d'activités suivantes : ateliers de conversation, initiation à des éléments culturels spécifiques aux pays, régions ou communautés où la langue étudiée est la langue vernaculaire;

c. Les sciences, les mathématiques, la formation à la vie sociale et économique et l'éducation par la technologie. Les activités complémentaires relatives à l'éducation par la technologie peuvent être organisées dans les sphères d'activités suivantes : l'initiation à l'informatique, le dessin technique, l'agronomie, le travail du métal, le travail du bois, l'initiation à l'électricité, la construction ou les services;

d. Les activités sportives ou artistiques. En vue d'un développement social ou personnel facilité, les activités complémentaires dans ce domaine peuvent être consacrées à l'approche plus spécifique d'un domaine artistique ou à l'initiation à la pratique d'un sport.

3° Elles s'organisent selon un horaire comportant :

— soit quatre périodes hebdomadaires relevant d'un seul des quatre domaines définis au 2°;

— soit quatre périodes hebdomadaires relevant de deux ou trois domaines différents choisis parmi les quatre domaines définis au 2°.

4° Quand un établissement d'enseignement propose une grille comportant quatre périodes d'un même domaine d'activités complémentaires, il doit également proposer au moins une grille comportant des périodes d'activités relevant de deux ou de trois des quatre domaines visés au 2°.

5° Quand les activités complémentaires portent sur les compétences liées au domaine défini au § 2, 2°, *c* du présent article, un maximum de deux périodes hebdomadaires peut être consacré à chacune des sphères d'activités au sein desquelles ces compétences sont exercées.

6° Dans le but d'organiser les activités complémentaires dans les meilleures conditions, l'établissement d'enseignement peut conclure des conventions avec un ou plusieurs autres établissements d'enseignement.

§ 3. Les activités complémentaires peuvent être remplacées en tout ou en partie :

1° Par les périodes d'enseignement musical visées à l'article 1^{er}, alinéa 2, 1°, de l'arrêté royal du 29 juin 1984 précité;

2° Par les périodes d'entraînement sportif visées à l'article 1^{er}, alinéa 2, 2°, de l'arrêté royal du 29 juin 1984 précité;

3° Par un programme spécifique destiné à permettre à l'élève d'atteindre la maîtrise des socles de compétences visés à 14 ans tels que définis par le décret du 19 juillet 2001 précité. Ce programme concerne les compétences relevant des disciplines visées à l'article 8, 1° à 3° et il consiste en des activités spécifiques de remédiation, de remise à niveau ou de restructuration des acquis.

Le remplacement des activités complémentaires par le programme spécifique visé au 3° est subordonné à l'avis favorable du Conseil de classe défini à l'article 7, 1°, de l'arrêté royal du 29 juin 1984 précité et à l'accord des parents ou de la personne investie de l'autorité parentale.

Art. 11. Le Service de l'Inspection de l'Enseignement est chargé du contrôle du respect des dispositions visées aux articles 6 à 10 du présent décret.

Art. 12. L'organisation des activités complémentaires fait l'objet d'un avis préalable et concerté avec les organisations syndicales représentatives.

La concertation avec les organisations syndicales représentatives se fait :

1° Dans l'enseignement de la Communauté française, conformément aux dispositions de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités;

2° Dans l'enseignement officiel subventionné, conformément aux dispositions des articles 85 à 96 du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiaire de l'enseignement officiel subventionné;

3° Dans l'enseignement libre subventionné, conformément aux dispositions relatives aux conseils d'entreprise, ou, à défaut, au Comité pour la protection du travail, ou, à défaut dans les instances de concertation locales, ou, à défaut avec les délégations syndicales.

TITRE III. — *Dispositions modificatives et abrogatoires*

Art. 13. Dans la loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire, sont apportées les modifications suivantes :

1° Les articles 4bis, § 2; 4ter, § 1^{er}; 7bis et 7ter sont abrogés;

2° A l'article 7quater, § 1^{er}, les termes « Un quart de l'horaire visé à l'article 4ter, § 1^{er}, §§ 2 et 3, ainsi qu'à l'article 7ter » sont remplacés par les termes « Un quart de l'horaire visé à l'article 7 du décret du 30 juin 2006 relatif à l'organisation pédagogique du 1^{er} degré de l'enseignement secondaire et à l'article 4ter, §§ 2 et 3 ».

Art. 14. Dans l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire, sont apportées les modifications suivantes :

1° Les articles 5, §§ 4, 1^{er} alinéa et 5; 9, §§ 1^{er} à 5 et 33 sont abrogés;

2° A l'article 3, § 2, 1° les termes « aux enseignements général, technique et artistique, pouvant comporter au moins quatre périodes hebdomadaires et au plus huit périodes hebdomadaires d'activité au choix. Lorsque l'élève suit une ou plusieurs activités au choix de caractère technique, pour un volume horaire de six périodes hebdomadaires, le maximum est porté à dix périodes hebdomadaires. » sont abrogés;

3° A l'article 4 § 1^{er}, 1°, les termes « des activités de remédiation individualisées et/ou de soutien pédagogique au premier degré et d'activités de remédiation individualisées et/ou de réorientation dans les autres années d'études; » sont remplacés par les termes « des activités de remédiation individualisées et/ou de réorientation dans les deuxième et troisième degrés »;

4° A l'article 5, § 1^{er}, les termes « Sans préjudice des dispositions du § 4, » sont remplacés par les termes « Sans préjudice de l'article 10 du décret du 30 juin 2006 relatif à l'organisation pédagogique du premier degré de l'enseignement secondaire, »;

5° A l'article 29 § 1^{er}, 1°, les termes « L'organisation d'une première année d'enseignement secondaire professionnel n'est toutefois pas obligatoire. » sont remplacés par les termes « Les deux premières années du cycle inférieur de l'enseignement secondaire de type II sont organisées selon les modalités définies aux articles 4 à 10 du décret du 30 juin 2006 relatif à l'organisation pédagogique du premier degré de l'enseignement secondaire. »;

6° Aux articles 10, 11, § 1^{er}, 20, 23, 34 et 35, § 1^{er}, les termes « première année A » sont remplacés par les termes « première année commune comme défini à l'article 4 du décret du 30 juin 2006 relatif à l'organisation pédagogique du premier degré de l'enseignement secondaire. »

Art. 15. Dans le décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, sont apportées les modifications suivantes :

Aux articles 7, 10, 11 et 22, les termes « première année A » sont remplacés par les termes « première année commune comme défini à l'article 4 du décret du 30 juin 2006 relatif à l'organisation pédagogique du premier degré de l'enseignement secondaire. »

TITRE IV. — *Dispositions transitoires*

Art. 16. A titre transitoire, pour l'année scolaire 2006/2007, les chefs d'établissement dans l'enseignement organisé par la Communauté française et les pouvoirs organisateurs dans l'enseignement subventionné, pourront organiser le premier degré de l'enseignement secondaire selon les modalités en vigueur durant l'année scolaire 2005/2006.

Art. 17. Sans préjudice de la disposition visée à l'article 16 et à titre transitoire, pour l'année scolaire 2006/2007, les activités au choix organisées durant l'année scolaire 2005/2006 qui ne s'inscrivent pas dans un des quatre domaines d'activités complémentaires définis à l'article 10, § 2, 2° pourront encore être proposées aux élèves fréquentant la deuxième année commune.

Art. 18. A titre transitoire, les établissements qui, sur la base de la disposition visée à l'article 16, ont fait le choix d'organiser en 2006/2007 le premier degré de l'enseignement secondaire selon les modalités en vigueur durant l'année scolaire 2005/2006 pourront proposer aux élèves fréquentant la deuxième année commune durant l'année scolaire 2007/2008 les activités au choix organisées durant l'année scolaire 2006/2007.

TITRE V. — *Entrée en vigueur*

Art. 19. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} septembre 2006.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 30 juin 2006.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française,
chargée de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,

Mme M. ARENA

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique
et des Relations internationales,

Mme M.-D. SIMONET

Le Vice-Président et Ministre du Budget et des Finances,

M. DAERDEN

Le Ministre de la Fonction publique et des Sports,

Cl. EERDEKENS

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel et de la Jeunesse,

Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,

Mme C. FONCK

Note

Session 2005-2006.

Documents du Conseil. Projet de décret, n° 270-1.

Amendements de commission, n° 270-2.

Rapport, n° 270-3.

Amendements de séance, n° 270-4.

Compte-rendu intégral. Discussion et adoption. Séance du mardi 27 juin 2006.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2006 — 3349

[2006/202786]

30 JUNI 2006. — Decreet betreffende de pedagogische organisatie van de eerste graad van het secundair onderwijs

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Dit decreet is van toepassing op het gewoon secundair onderwijs en het gespecialiseerd secundair onderwijs van vorm 4, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

Art. 2. Voor de toepassing van dit decreet,

1° wordt verstaan onder :

— « Takendecreet » : het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren;

— « Aanvullende activiteiten » : de aanvullende activiteiten inzake ondersteuning of versterking bedoeld in artikel 10 van dit decreet.

2° De lestijden en de aanvullende activiteitsperiodes duren 50 minuten.

TITEL II. — *De pedagogische organisatie van de eerste graad*

HOOFDSTUK I. — *Structuur*

Art. 3. De eerste graad van het secundair onderwijs vormt de derde stap van het pedagogisch continuüm zoals bedoeld in artikel 13 van het Takendecreet.

De bovenvermelde graad heeft ten doel het geheel van de leerlingen tot de beheersing van de basisvaardigheden bedoeld in artikel 16 van het Takendecreet te leiden.

Art. 4. De eerste graad van het secundair onderwijs bestaat in één enkele cyclus van twee studie jaren die gemeen zijn aan het geheel van de leerlingen bedoeld in artikel 6, « eerste gemeenschappelijk leerjaar » en « tweede gemeenschappelijk leerjaar » genoemd.

Art. 5. De eerste twee jaren van het secundair onderwijs kunnen georganiseerd worden in de vorm van een eerste gedifferentieerde graad voor de leerlingen die niet onder de voorwaarden vallen van artikel 6, § 1. De organisatie van een eerste gedifferentieerde graad heeft ten doel de betrokken leerlingen in de eerste graad bedoeld in artikel 4 te

integreren met het oog op de beheersing van de bedoelde basisvaardigheden op 14 jaar zoals bepaald in het decreet van 19 juli 2001 tot bekrachtiging van de basisvaardigheden zoals bedoeld in artikel 16 van het Takendecreet.

Daarom zal eerst ervoor gezorgd worden dat de betrokken leerlingen de bedoelde basisvaardigheden op 12 jaar beheersen zoals bepaald in het bovenvermelde decreet van 19 juli 2001.

HOOFDSTUK II. — *Toelatingsvoorwaarden*

Art. 6. § 1. Het eerste gemeenschappelijk leerjaar is toegankelijk voor elke leerling die houder is van het Getuigschrift van basisonderwijs.

§ 2. Het eerste gemeenschappelijk leerjaar is ook toegankelijk, mits toestemming van de ouders of van de persoon die het ouderlijk gezag uitoefent, voor elke leerling die aan de drie volgende voorwaarden beantwoordt :

1° minstens 12 jaar oud zijn op 31 december volgend op het begin van het lopende schooljaar;

2° een zesde jaar lager onderwijs hebben gevolgd;

3° een gunstig advies hebben gekregen van de Toelatingsklassenraad bedoeld in artikel 7, 2° van het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs.

§ 3. De inschrijving in het eerste gemeenschappelijk leerjaar volgens de nadere regels bepaald in § 2 moet vóór 15 november van het lopende schooljaar gebeuren.

HOOFDSTUK III. — *Uurregelingen*

Art. 7. § 1. Tijdens het eerste gemeenschappelijk leerjaar en het tweede gemeenschappelijk leerjaar wordt de uurregeling als volgt samengesteld :

— de gemeenschappelijke vorming bedoeld in artikel 8, tegen 28 wekelijkse lestijden;

— de aanvullende activiteiten bedoeld in artikel 10, tegen 4 wekelijkse lestijden.

§ 2. Onverminderd het globale evenwicht tussen de vorming en de cyclus voortvloeiend uit § 1, kan de uurrooster aangepast worden voor interdisciplinaire projecten of remediëringsactiviteiten.

Art. 8. Naast de twee wekelijkse lestijden zedenleer of godsdienst bedoeld in artikel 8 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, heeft de gemeenschappelijke vorming betrekking op :

1° het Frans tegen zes wekelijkse lestijden in het eerste jaar en vijf wekelijkse lestijden in het tweede jaar;

2° de wiskundige opleiding tegen vier wekelijkse lestijden in het eerste jaar en vijf wekelijkse lestijden in het tweede jaar;

3° het leren van een moderne taal 1 tegen vier wekelijkse lestijden;

4° de opleiding geschiedenis en aardrijkskunde met de opleiding van het sociaal-economische leven tegen vier wekelijkse lestijden;

5° de initiatie tot wetenschappen tegen drie wekelijkse lestijden;

6° de lichamelijke opvoeding tegen drie wekelijkse lestijden;

7° de opvoeding door technologie tegen één wekelijkse lestijd;

8° de artistieke opvoeding tegen één wekelijkse lestijd.

Art. 9. De leerling gaat door op de eerste graad van het secundair onderwijs met het leren van een moderne taal die hij/zij al geleerd heeft in het lager onderwijs, onverminderd de bepalingen bedoeld in de wet van 30 juli 1963 houdende taalregeling in het onderwijs.

Nochtans kunnen de ouders of de persoon die het ouderlijk gezag uitoefent, na het advies van het Inrichtingshoofd te hebben ingewonnen, bij de inschrijving in het eerste jaar, een moderne taal cursus kiezen die verschilt van de cursus gevolgd in het lager onderwijs.

Art. 10. § 1. De aanvullende activiteiten, ter ondersteuning van de activiteiten bedoeld in artikel 8, hebben ten doel alle leerlingen de beheersing van de basisvaardigheden bedoeld in artikel 13, § 1 van het « Takendecreet » te verzekeren.

§ 2. De aanvullende activiteiten worden georganiseerd volgens de volgende nadere regels :

1° Ze betekenen in geen enkel geval een vereiste voorkennis ongeacht de optie op de tweede graad van het secundair onderwijs.

2° Ze behoren noodzakelijkerwijs tot één van de volgende domeinen :

a. Het Frans. De aanvullende activiteiten daaromtrent kunnen inzonderheid in de volgende activiteitsferen georganiseerd worden : initiatie tot het Latijn met inbegrip van eventueel de initiatie tot antiek cultuur, theater en dramatische uitdrukking, activiteiten van poëtische uitdrukking, ateliers van schrijven of lezen;

b. Een moderne taal, dezelfde als deze gekozen in de gemeenschappelijke vorming. De aanvullende activiteiten daaromtrent kunnen inzonderheid in de volgende activiteitsferen georganiseerd worden : ateliers conversatie, initiatie tot de culturele elementen die specifiek zijn voor de landen, gewesten of gemeenschappen waar de gestudeerde taal de inheemse taal is;

c. De wetenschappen, wiskunde, vorming van het sociaal-economische leven en opvoeding door technologie. De aanvullende activiteiten betreffende de opvoeding door technologie kunnen in de volgende activiteitsferen georganiseerd worden : de initiatie tot informatica, de technische tekening, landbouwkunde, metaalwerk, houtwerk, initiatie tot elektriciteit, bouwkunde of diensten;

d. De sportieve of artistieke activiteiten. Met het oog op een vergemakkelijkte sociale of personele ontwikkeling kunnen de aanvullende activiteiten daaromtrent besteed worden aan de meer specifieke aanpak van een artistiek domein of aan de initiatie tot een sportbeoefening.

3° Ze worden georganiseerd volgens de volgende uurregeling :

— ofwel vier wekelijkse lestijden behorend tot één van de vier domeinen bedoeld in 2°;

— ofwel vier wekelijkse lestijden behorend tot twee of drie verschillende domeinen gekozen onder de vier domeinen bedoeld in 2°.

4° Wanneer een onderwijsinrichting een uurregeling voorstelt met vier lestijden van eenzelfde domein van aanvullende activiteiten, moet zij ook minstens een uurregeling voorstellen met activiteitsperiodes behorend tot twee of drie van de vier domeinen bedoeld in 2°.

5° Wanneer de aanvullende activiteiten betrekking hebben op de bekwaamheden gebonden aan het domein bedoeld in § 2, 2°, c van dit artikel, kunnen hoogstens twee wekelijkse lestijden besteed worden aan elke van de activiteiten binnen dewelke deze bekwaamheden worden uitgeoefend.

6° Om de aanvullende activiteiten in de beste omstandigheden te organiseren kan de onderwijsinrichting overeenkomsten sluiten met één of meer andere onderwijsinrichtingen.

§ 3. De aanvullende activiteiten kunnen geheel of gedeeltelijk worden vervangen :

1° door de lestijden in het muziekonderwijs bedoeld in artikel 1, tweede lid, 1° van het bovenvermelde koninklijk besluit van 29 juni 1984;

2° door de lestijden in de sportoefening bedoeld in artikel 1, tweede lid, 2° van het bovenvermelde koninklijk besluit van 29 juni 1984;

3° door een specifiek programma zodat de leerling de bedoelde basisvaardigheden op 14 jaar kan beheersen zoals bedoeld in het bovenvermelde decreet van 19 juli 2001. Dit programma heeft betrekking op de bekwaamheden behorend tot de domeinen bedoeld in artikel 8, 1° tot 3° en bestaat uit de specifieke activiteiten inzake remediëring, oppeilstelling of herstructurering van de verworven kennis.

De vervanging van de aanvullende activiteiten door het specifieke programma bedoeld in 3° is onderworpen aan het gunstige advies van de Klassenraad bedoeld in artikel 7, 1° van het bovenvermelde koninklijk besluit van 29 juni 1984 en aan de toestemming van de ouders of van de persoon die het ouderlijk gezag uitoefent.

Art. 11. De Inspectiedienst van het Onderwijs wordt belast met de controle op de inachtneming van de bepalingen bedoeld in de artikelen 6 tot 10 van dit decreet.

Art. 12. « De organisatie van aanvullende activiteiten wordt onderworpen aan een gunstig en met de representatieve vakverenigingen overlegd advies.

Het overleg met de representatieve vakverenigingen gebeurt als volgt :

1° In het onderwijs van de Franse Gemeenschap, overeenkomstig de bepalingen van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel;

2° In het gesubsidieerd officieel onderwijs, overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 85 tot 96 van het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van de rechtspositie van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs;

3° In het gesubsidieerd vrij onderwijs, overeenkomstig de bepalingen betreffende de ondernemingsraden of, bij gebreke daarvan, het Comité voor bescherming op het werk of, bij gebreke daarvan, in alle plaatselijke overlegorganen of, bij gebreke daarvan, met alle vakbondsdelegaties. »

TITEL III. — *Wijzigings- en opheffingsbepalingen*

Art. 13. In de wet van 19 juli 1971 betreffende de algemene structuur en de organisatie van het secundair onderwijs worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de artikelen *4bis*, § 2; *4ter*, § 1; *7bis* en *7ter* worden opgeheven;

2° In artikel *7quater*, § 1, worden de woorden « Eén vierde van de uurrooster bedoeld in artikel *4ter*, § 1, §§ 2 en 3, alsook in artikel *7ter* » vervangen door de woorden « Eén vierde van de uurrooster bedoeld in artikel 7 van het decreet van 30 juni 2006 betreffende de pedagogische organisatie van de eerste graad van het secundair onderwijs en artikel *4ter*, §§ 2 en 3 ».

Art. 14. In het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° De artikelen 5, §§ 4, eerste lid en 5; 9, §§ 1 tot 5 en 33 worden opgeheven;

2° In artikel 3, § 2, 1° worden de woorden « voor het algemeen, het technisch en het kunstonderwijs en kan ten minste 4 en ten hoogste 8 wekelijkse lestijden activiteiten naar keuze omvatten. Kiest de leerling technische activiteiten voor 6 lestijden, dan wordt het maximum opgevoerd tot 10 wekelijkse lestijden » opgeheven;

3° In artikel 4, § 1, 1° worden de woorden « individuele remediëring en/of pedagogische steun in de graad en inhaal- of heroriënteringsactiviteiten in de andere leerjaren; » vervangen door de woorden « individuele remediëring en/of heroriënteringsactiviteiten in de tweede en derde graden »;

4° In artikel 5, § 1 worden de woorden « Onverminderd de bepalingen in § 4, » vervangen door de woorden « Onverminderd artikel 10 van het decreet van 30 juni 2006 betreffende de pedagogische organisatie van de eerste graad van het secundair onderwijs, »;

5° In artikel 29, § 1, 1° worden de woorden « De inrichting van een eerste leerjaar beroepssecundair onderwijs is evenwel niet verplicht. » vervangen door de woorden « De eerste twee jaren van de lagere cyclus van het secundair onderwijs van het type II worden georganiseerd volgens de nadere regels bepaald in de artikelen 4 tot 10 van het decreet van 30 juni 2006 betreffende de pedagogische organisatie van de eerste graad van het secundair onderwijs. »;

6° In de artikelen 10, 11, § 1, 20, 23, 34 en 35, § 1 worden de woorden « eerste leerjaar A » vervangen door de woorden « eerste gemeenschappelijk leerjaar zoals bedoeld in artikel 4 van het decreet van 30 juni 2006 betreffende de pedagogische organisatie van de eerste graad van het secundair onderwijs. »

Art. 15. In het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

In de artikelen 7, 10, 11 en 22 worden de woorden « eerste leerjaar A » vervangen door de woorden « eerste gemeenschappelijk leerjaar zoals bedoeld in artikel 4 van het decreet van 30 juni 2006 betreffende de pedagogische organisatie van de eerste graad van het secundair onderwijs. »

TITEL IV. — *Overgangsbepalingen*

Art. 16. Bij wijze van overgangsmaatregel zullen de inrichtingshoofden in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs en de inrichtende machten in het gesubsidieerd onderwijs, voor het schooljaar 2006/2007, de eerste graad van het secundair onderwijs kunnen organiseren volgens de nadere regels die van kracht waren tijdens het schooljaar 2005/2006.

Art. 17. Onverminderd de bepaling bedoeld in artikel 16 en bij wijze van overgangsmaatregel, voor het schooljaar 2006/2007, zullen de activiteiten naar keuze georganiseerd tijdens het schooljaar 2005/2006 die niet in het kader passen van één van de vier aanvullende activiteitsdomeinen bedoeld in artikel 10, § 2, 2^o, nog voorgesteld worden aan de leerlingen die het tweede gemeenschappelijk leerjaar volgen.

Art. 18. Bij wijze van overgangsmaatregel zullen de inrichtingen die krachtens de bepaling bedoeld in artikel 16 de beslissing genomen hebben om in 2006/2007 de eerste graad van het secundair onderwijs te organiseren volgens de nadere regels van kracht tijdens het schooljaar 2005/2006, de activiteiten naar keuze georganiseerd tijdens het schooljaar 2006/2007 aan de leerlingen kunnen voorstellen die het tweede gemeenschappelijk leerjaar volgen gedurende het schooljaar 2007/2008.

TITEL V. — *Inwerkingtreding*

Art. 19. Dit decreet treedt in werking op 1 september 2006.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 30 juni 2006.

De Minister-Presidente, belast met het Leerplichtonderwijs en het Onderwijs voor Sociale Promotie,
Mevr. M. ARENA

De Vice-Presidente en Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek
en Internationale Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET

De Vice-President en Minister van Begroting en Financiën,
M. DAERDEN

De Minister van Ambtenarenzaken en Sport,
Cl. EERDEKENS

De Minister van Cultuur, de Audiovisuele sector en Jeugd,
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. C. FONCK

—
Nota

Zitting 2005-2006.

Stukken van de Raad. Ontwerp van decreet, nr. 270-1.

Commissieamendementen, nr. 270-2.

Verslag nr. 270-3.

Vergaderingsamendementen, nr. 270-4.

Integraal verslag. Bespreking en aanneming. Vergadering van dinsdag 27 juni 2006.

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2006 — 3350

[2006/202451]

2 JUIN 2006. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française octroyant des subventions en faveur des recherches en éducation pour l'exercice 2006

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu les lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées par l'arrêté royal du 17 juillet 1991;

Vu le décret du 16 décembre 2005 contenant le budget général des dépenses de la Communauté française pour l'année budgétaire 2006;

Vu l'arrêté royal du 26 avril 1968 réglant l'organisation et la coordination des contrôles de l'octroi et de l'emploi des subventions;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 décembre 1995 relatif au contrôle administratif et budgétaire;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 12 avril 2006;

Vu l'accord du Ministre ayant le Budget dans ses attributions, donné le 2 juin 2006;

Sur la proposition de la Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 2 juin 2006,

Arrête :

Article 1^{er}. Une subvention de septante-quatre mille euros (74.000 EUR) est octroyée à l'Université de Liège (promoteur : D. Lafontaine, Service de pédagogie expérimentale, boulevard du Rectorat 5, (bât. B32) 4000 Liège, n^o de compte : 091-0015718-33 au bénéfice du compte 1320).

Art. 2. Cette subvention est destinée à permettre de couvrir, à titre de dépenses admises, des frais relatifs à une recherche portant sur : « Etude longitudinale d'un échantillon d'enfants de la région wallonne, de la naissance à l'âge adulte (phase 19) » (n^o 95/2006) au cours de la période du 1^{er} juillet 2006 au 30 juin 2007.

Art. 3. L'Université ne peut céder ou sous-traiter la recherche faisant l'objet du présent arrêté. La Communauté française est explicitement déchargée de l'obligation de rembourser toute dépense découlant d'une cession ou d'une sous-traitance.